



©Matthieu Berroneau



Visite technique
du moniteur NEEMO
11 avril 2017

LIFE15 NAT/FR/000864

Société Herpétologique de France

Siège social :
MnHn – CP41
57 Rue Cuvier
75005 Paris

Contact :
c/o Isabelle Chauvin
Lieu-dit « Aux Tucoulets »
33360 Devrusse-Masque





Compte-rendu

LIFE15 NAT/FR/000864

Société Herpétologique de France

Siège social :
MnHn – CP4 1
57 Rue Cuvier
75005 Paris

Contact :
c/o Isabelle Chauvin
Lieu-dit « Aux Tucoulets »
37360 Douvrecq-Macene



Avec le soutien technique et financier de :





Liste des abréviations

BOAMP : Bulletin Officiel d'Annonces de Marchés Publics
 CCT : Communauté de Communes du Thouarsais
 CDPNE : Comité Départemental de Protection de la Nature et de l'Environnement du Loir-et-Cher
 CN : Cistude Nature
 COSME : *Competitiveness Of enterprises and SMEs* (Compétitivité des Entreprises et des PME)
 COTITA : CONFérence Technique Interdépartementale des Transports et de l'Aménagement
 CROAA : *Control strategies Of Alien invasive Amphibians*
 DDT : Direction Départementale des Territoires
 DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
 EASME : *Executive Agency for the Small and Medium-sized Enterprises* (Agence exécutive pour les petites et les moyennes entreprises)
 EEE : Espèce Exotique Envahissante
 FCBN : Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux
 FEAMP : Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche
 GT-IBMA : Groupe de Travail sur les Invasions Biologiques en Milieu Aquatique
 JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne
 MnHn : Muséum national d'Histoire naturelle
 ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
 PNRLAT : Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine
 PNRLG : Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne
 PNRPL : Parc Naturel Régional Périgord-Limousin
 SEBB : Syndicat d'Entretien du Bassin du Beuvron
 SHF : Société Herpétologique de France
 UA : Université d'Angers
 UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature



Visite technique du moniteur NEEMO

Blois, 11 avril 2017

14h - 16h30

Personnes présentes

Nom Prénom	Structure	Présence
BILLY François	PNR Landes de Gascogne (PNRLG)	Excusé
BROCHIER Frédéric	NEEMO	Présent
CHARPENTIER Marcelline	Syndicat d'Entretien du Bassin du Beuvron (SEBB)	Excusée
CHAUVIN Isabelle	Société Herpétologique de France (SHF)	Présente
CLEMENT Luc	Cistude Nature (CN)	Présent
COPPIN Pascale	Comité Départemental de Protection de la Nature et de l'Environnement du Loir-et-Cher (CDPNE)	Présente
DESPEAUX Manon	PNR Périgord-Limousin (PNRPL)	Présente
DUPUY Frédéric	PNR Périgord-Limousin (PNRPL)	Présent
EGGERT Christophe	Société Herpétologique de France (SHF)	Présent
JUN Raphaël	PNR Landes de Gascogne (PNRLG)	Présent
LABADESSE Myriam	Société Herpétologique de France (SHF)	Présente
LEGRAND Agathe	Comité Départemental de Protection de la Nature et de l'Environnement du Loir-et-Cher (CDPNE)	Présente
MARTIN Bastien	PNR Loire-Anjou-Touraine (PNRLAT)	Présent
MICHELIN Gabriel	Comité Départemental de Protection de la Nature et de l'Environnement du Loir-et-Cher (CDPNE)	Présent
OLIVIER Rodolphe	Communauté de Communes du Thouarsais (CCT)	Présent
PONCET Didier	Communauté de Communes du Thouarsais (CCT)	Présent
SECONDI Jean	Université d'Angers (UA)	Présent



La visite de Frédéric Brochier (NEEMO) s'est déroulée en deux parties, la première traitant des aspects techniques du projet, la deuxième des aspects administratifs et financiers. Le présent document rend compte des échanges concernant les aspects techniques.

Introduction

Rôle de l'équipe NEEMO et autres points importants

RÔLE DE L'ÉQUIPE DE SUIVI EXTERNE NEEMO

Frédéric Brochier (NEEMO) présente le rôle de l'équipe de suivi NEEMO. NEEMO est un consortium de bureaux d'études mandatés par la Commission Européenne. Le programme LIFE est un des rares programmes européens dont la gestion et le suivi ne sont pas assurés par la Commission Européenne elle-même mais par une structure externe. Neuf bureaux d'études font partie de l'équipe NEEMO ; ils sont coordonnés par un bureau d'études basé à Bruxelles, Prospect C&S. Chacun est en charge d'un secteur géographique ; en France, les membres de l'équipe NEEMO font partie d'Oréade-Brèche. Un autre bureau d'études basé à Prague, Ernst & Young, est en charge des aspects administratifs et financiers.

Les moniteurs NEEMO ne sont pas des auditeurs ou des contrôleurs. Ils ont un rôle d'appui, de conseil et d'interface entre les porteurs de projet et la Commission Européenne. Ce sont des facilitateurs, chargés de veiller à ce que les projets soient menés en conformité avec les règles LIFE. D'autre part, les moniteurs NEEMO évaluent les aspects techniques, administratifs et financiers des projets. Frédéric Brochier (NEEMO) rappelle qu'il n'est pas un expert financier.

Chaque projet doit être visité par l'équipe NEEMO au moins une fois par an. En général, la visite s'articule autour d'une réunion technique puis d'une réunion administrative et financière. Une visite de terrain ou de laboratoire est conseillée, dans la mesure du possible.

L'équipe NEEMO a un rôle consultatif et n'est pas habilitée à prendre des décisions à la place de la Commission Européenne.

Frédéric Brochier (NEEMO) rappelle que depuis 2014, le programme LIFE n'est plus géré directement par la Commission Européenne mais par une agence externe : l'EASME (Agence Exécutive pour les Petites et les Moyennes Entreprises), créée en 2003. L'EASME est une grosse structure, en charge des programmes européens les plus importants (Horizon 2020, COSME, FEAMP, etc). Concernant le programme LIFE, l'EASME est encore en phase de rodage, les choses doivent encore se mettre en place.

VIE DU PROJET

Frédéric Brochier (NEEMO) rappelle les étapes importantes de la vie du projet LIFE CROAA :





1. Entrée en vigueur de la Convention de la Subvention (signature de la convention) et premier versement de la contribution de la Commission Européenne,
2. Début du projet, marqué par la signature des conventions de partenariat entre la SHF et les bénéficiaires associés,
3. Rapportage et versement d'un deuxième acompte de la part de la Commission Européenne. Au cours du projet, deux types de rapports doivent être transmis à la Commission Européenne : les rapports d'avancement, qui rendent compte de l'avancement du projet, et le rapport à mi-parcours, qui est accompagné d'une demande de paiement qui déclenche le versement du deuxième acompte. Le premier rapport d'avancement est prévu pour le 1^{er} juin 2017, le rapport à mi-parcours pour le 30/11/2019.
4. Fin du projet et versement du paiement final suite à l'envoi du rapport final.

Les versements de contribution de la Commission Européenne sont des avances. L'argent versé n'est donc pas garanti ; il devient définitif qu'au moment du rapport final. Si la totalité du versement n'a pas été dépensée, la Commission Européenne demandera un remboursement. Au moment du rapport final, une analyse financière est réalisée sur la base des dépenses réelles, et non prévisionnelles. Cela implique la production de nombreux justificatifs.

POINTS IMPORTANTS

L'EASME considère que la Convention de Subvention (et donc le dossier de candidature) est la feuille de route à suivre. Il est conseillé aux bénéficiaires de rester les plus proches possible de ce qui y est indiqué. En cas de décalage par rapport à ce qui a été prévu, il faut avertir la Commission Européenne le plus en amont possible et le justifier.

Frédéric Brochier (NEEMO) explique qu'il transmettra un rapport à la personne en charge du suivi de notre projet à l'EASME suite à la visite. Une lettre de l'EASME sera ensuite adressée au porteur de projet. L'EASME attendra une réponse aux points qu'elle aura mis en évidence dans le premier rapport d'avancement (en annexe du rapport).

Il est également rappelé que les rapports doivent être rédigés en anglais. Seules les annexes techniques peuvent être en français. Il est donc conseillé d'annexer les aspects nécessitant une approche très technique difficile à expliquer.

D'autre part, il faut éviter les « faits accomplis » : en cas de difficulté, de problème, ou de retard, il ne faut pas attendre pour l'annoncer au moniteur NEEMO et à la Commission Européenne.

Il est rappelé que toutes les personnes impliquées sur le projet doivent remplir des feuilles de temps. Elles permettront de justifier la déclaration des frais du personnel. Le bénéficiaire coordinateur doit posséder les copies de tous les documents servant à justifier les dépenses engagées au cours du projet.



RÉSEAUTAGE

La mise en réseau avec d'autres projets LIFE traitant de la même thématique est un aspect important, qui doit se poursuivre tout au long du projet. En plus des projets listés dans le dossier de candidature, Frédéric Brochier (NEEMO) propose le projet LIFE ASAP (LIFE 15 GIE/IT/001039).

Logo LIFE

Le logo LIFE doit apparaître sur tous les supports de communication et les équipements financés par le programme. Myriam Labadesse (SHF) rappelle que le LIFE CROAA est un LIFE Biodiversité et demande si le logo Natura 2000 doit également être affiché. Frédéric Brochier (NEEMO) demandera l'avis de l'EASME.

SITE WEB

Il est obligatoire que le projet dispose d'un site internet, de façon à pouvoir diffuser un maximum d'informations au sujet du projet. Il doit normalement être mis en ligne dans les six mois après le début du projet et rester actif jusqu'à 5 ans après la fin du projet.

LES 25 ANS DU PROGRAMME LIFE

À l'occasion des 25 ans du programme, la Commission Européenne a créé un site internet (<http://life-25.eu/>). Chaque projet peut proposer des animations et les enregistrer sur le site internet pour les valoriser.

CONTACT

Frédéric Brochier (NEEMO) transmet à l'ensemble des participants son adresse mail : frederic.brochier@neemo.eu. Agissant en tant que consultant, il est basé au Luxembourg

Rappel du contexte du projet

LE LIFE CROAA traite des Amphibiens exotiques envahissants. Il est porté par la Société Herpétologique de France, en partenariat avec sept autres structures. La durée du projet est de six ans (septembre 2016 – août 2022).





LES ORIGINES DU PROJET

Deux amphibiens exotiques envahissants sont présents en France : la Grenouille taureau (*Lithobates catesbeianus*), originaire d'Amérique du Nord, et le Xénope lisse (*Xenopus laevis*), originaire d'Afrique australe. Le noyau de population du Xénope lisse se situe à cheval sur les Deux-Sèvres, la Vienne et le Maine-et-Loire. La Grenouille taureau est présente en Gironde (dans les environs de Libourne et Bordeaux, et sur le Bassin d'Arcachon) en Dordogne et en Loir-et-Cher.

Remarque : Dans le cadre du projet, petits et gros noyaux sont différenciés : les gros noyaux sont celui du Xénope lisse et celui de Grenouille taureau situé entre Bordeaux et Libourne ; les petits noyaux sont ceux de Grenouille taureau situés sur le Bassin d'Arcachon, en Dordogne et en Loir-et-Cher.

Ces espèces sont problématiques car elles agissent par prédation ou par compétition sur la faune locale. Elles sont aussi porteuses saines de pathogènes, comme la chytridiomycose ou des ranavirus, qui contribuent au déclin des Amphibiens dans plusieurs pays.

Avant le LIFE, la lutte contre ces deux espèces était inégale en fonction des noyaux de population. Pour le Xénope lisse, des actions de lutte sont menées en Deux-Sèvres depuis plusieurs années, mais pas en Maine-et-Loire. Concernant la Grenouille taureau en Sologne (Loir-et-Cher), les acteurs sont très fortement mobilisés depuis 14 ans. En Dordogne, des actions sont également mises en place depuis de nombreuses années. En revanche, les deux noyaux girondins ne bénéficient d'aucune action.

Le constat montre un manque de connaissance, de sensibilisation à large échelle, de retours d'expériences et surtout de stratégie commune. Cela a conduit les gestionnaires à travailler ensemble pour proposer une lutte efficace et pertinente. En 2013, une réunion a été organisée par le Groupe de Travail sur les Invasions Biologiques en Milieu Aquatique (GT-IBMA) au cours de laquelle la possibilité de monter un LIFE sur cette thématique a été abordée. En 2014, la SHF s'est portée volontaire pour porter le projet et une chargée de mission a été recrutée pour assurer le montage du projet.

LE LIFE CROAA

L'équipe du projet se compose d'un bénéficiaire coordinateur, la Société Herpétologique de France, et de sept bénéficiaires associés (deux associations de protection de la Nature, trois Parcs Naturels Régionaux, une intercommunalité, et une université). De nombreux autres partenaires techniques ont participé au montage du projet et le soutiennent. Ces structures seront invitées aux comités de pilotage et/ou scientifiques.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Prévenir : identifier les principales voies d'introduction et sensibiliser tous les publics concernés,
- Veiller et alerter : créer un système de détection et d'évaluation précoce,
- Informer et sensibiliser : communiquer sur le projet et sur la problématique des espèces exotiques envahissantes,
- Favoriser les actions locales : mobiliser les acteurs et les décideurs locaux (notamment pour la poursuite de certaines actions après le LIFE),
- Agir : mettre en place des opérations de lutte contre le Xénope lisse et la Grenouille taureau,
- Diffuser les résultats.



Le plan d'actions s'articule autour de 17 actions. Myriam Labadesse (SHF) propose de passer en revue l'ensemble des actions afin de discuter de leur avancement et des éventuelles difficultés rencontrées.

Avancement des actions

Frédéric Brochier (NEEMO) explique que les retards concernant les livrables deviennent conséquents lorsqu'ils ne sont pas annexés au rapport suivant leur date prévisionnelle de livraison. Par exemple, si un livrable est prévu pour mars, mais qu'il est finalisé au mois de mai, cela n'a pas d'importance si on peut le mettre en annexe du rapport de juin.

ACTION A1

L'action A1 est déclinée en trois sous-actions.

■ ACTION A1.1

La première sous-action « Rédaction des protocoles scientifiques et techniques » doit permettre aux bénéficiaires d'avoir en main tous les protocoles qui seront utilisés au cours du projet. L'objectif est d'harmoniser et standardiser les méthodes employées dans chacune des actions concrètes de conservation et de suivi.

Plusieurs protocoles doivent être mis en place :

- Protocole d'inventaire, réalisé dans le cadre de l'action A2,
- Protocole de suivi des peuplements d'Amphibiens et d'invertébrés aquatiques autochtones, mis en place dans le cadre de l'action D2,
- Recueil des techniques de lutte, appliquées dans le cadre des actions C2, C3 et C4.

Cette sous-action est en cours de réalisation. La SHF, chargée de la rédaction, a pris un peu de retard. Le protocole de suivi des Amphibiens autochtones devait être transmis aux bénéficiaires en fin d'année 2016, mais il a finalement été envoyé à la fin du mois de mars 2017. Les autres protocoles sont en cours de rédaction. Ce retard s'explique notamment par le recrutement tardif d'Isabelle Chauvin, responsable administrative et financière, obligeant la coordinatrice technique à passer plus de temps que prévu sur les aspects administratifs du projet au cours des six premiers mois.

- La sous-action A1.1 a donc débuté au début du premier trimestre 2017. Les deux autres sous-actions de l'action A1 ne sont pas dépendantes de la première.

■ ACTION A1.2

La deuxième sous-action « Démarches administratives préalables » concerne toutes les demandes d'autorisations qui doivent être formulées auprès des services administratifs de l'État ou des propriétaires en amont de la mise en œuvre des actions de terrain. Des demandes de dérogation pour la capture accidentelle



d'espèces protégées les dossiers doivent être transmis par chaque bénéficiaire associé à l'autorité compétente de son territoire (DREAL ou DDT). Elles prennent la forme d'un CERFA, qui doit être accompagné d'une note complémentaire et de tout autre document utile à l'instruction du dossier (CV par exemple). La SHF a rédigé et transmis aux bénéficiaires associés un modèle de note technique à joindre à leur dossier. Une fois les demandes acceptées, un arrêté préfectoral est envoyé au demandeur. Il est précisé que pour certains départements, les autorisations peuvent être valables sur cinq ans, sur d'autres, les demandes doivent être renouvelées chaque année. De plus, les autorisations sont nominatives. Cela implique de connaître le nom des personnes qui vont être impliquées sur le projet pour rédiger les demandes de dérogation. Étant donné que de nouveaux techniciens ou chargés de mission seront recrutés chaque année, les demandes devront donc être renouvelées chaque année.

Il est très rare que les demandes soient refusées par le service instructeur.

Une demande doit également être réalisée pour la destruction d'espèces exotiques envahissantes. La Grenouille taureau étant listée au niveau européen comme espèce préoccupante, ces demandes sont obligatoires et donnent lieu à un arrêté préfectoral de destruction d'espèce. Le Xénope lisse n'étant pas encore listé, ce n'est *a priori* pas encore pas obligatoire. Rodolphe Olivier (CCT) précise qu'en Deux-Sèvres, il est nécessaire de disposer de ces autorisations. Gabriel Michelin (CDPNE) précise qu'en général ces demandes sont plus rapides (une dizaine de jours peut suffire). Il faut indiquer le nom des personnes impliquées dans le plan d'actions, les techniques qui seront mises en œuvre (tirs, pêches d'étangs, barrière de piégeage...), les territoires concernés et la période à laquelle les actions seront mises en place.

Myriam Labadesse (SHF) souhaite revenir sur le cas du Xénope lisse. Après sollicitation d'Emmanuelle Sarat (UICN), cette dernière l'a informée qu'il n'existait pour l'heure aucune réglementation concernant l'espèce puisqu'elle n'est pas inscrite comme espèce préoccupante au niveau européen. Par ailleurs, il est tout à fait possible de déplacer des individus de Xénope lisse sans autorisation particulière.

Rodolphe Olivier (CCT) indique que la DDT des Deux-Sèvres demande un bilan annuel des opérations d'éradication. Si le bilan n'est pas transmis, le renouvellement de l'autorisation peut être refusé.

➤ **La sous-action A1.2 est en cours de réalisation.**

▪ **ACTION A1.3**

La troisième sous-action « Formation des équipes chargées de mettre en œuvre les actions de lutte durant la durée du projet » est prévue pour mai/juin. Les formations se font en interne, entre bénéficiaires. Deux types de formations sont prévus : formation d'identification des Amphibiens autochtones et exotiques envahissants et formation des techniques de lutte. La première sera dispensée par un herpétologue de Cistude Nature pour la CCT, le PNRLAT, le PNRLG, le PNRPL et les nouvelles recrues de CN. En Sologne, le CDPNE se chargera de former les nouvelles recrues ainsi que les agents du SEBB. De la même façon pour les techniques de lutte, la CCT formera le PNRLAT et l'UA sur les techniques de capture du Xénope lisse. Pour la Grenouille taureau, l'une des techniques les plus efficaces pour éliminer les individus adultes est le tir à la carabine. Des formations sont prévues avec l'ONCFS pour apprendre à tirer en sécurité.

Les formations sont annuelles, de façon à ce que les personnes recrutées chaque année soient formées.



- L'action A1.3 est initiée, les formations sont en cours d'organisation. Pas de retard à noter pour cette sous-action.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande si toutes les actions sont déclinées au sein de chaque noyau. En effet, même s'il n'y a pas une sous-action par secteur géographique ou par noyau, les tâches doivent être réalisées au sein de chacun d'eux. Par exemple, les demandes de dérogation pour la capture accidentelle d'espèces protégées doivent être effectuées sur chaque noyau.

Frédéric Brochier (NEEMO) conseille vivement de garder ce paramètre géographique en tête lors de la rédaction des rapports. Si le succès du projet est dépendant de cinq zones géographiques, il sera plus pertinent de décrire les sous-actions par zone géographique. Une action ne sera considérée comme finalisée uniquement quand elle aura été finalisée sur tous les secteurs géographiques. Dans le prochain rapport, la description de l'avancement de chaque action et sous-action doit donc être faite par zone géographique.

ACTION A2

Cette action concerne l'actualisation du front de colonisation et/ou de la répartition des deux espèces ciblées. Deux techniques seront utilisées : la méthode dite classique (prospections à vue, écoutes nocturnes) et la méthode moléculaire avec l'utilisation de kits d'ADN environnemental. Le principe de cette deuxième méthode est de réaliser des prélèvements d'eau, dans lesquels se trouvent des résidus d'ADN, et qui sont ensuite analysés afin de confirmer ou non la présence de la Grenouille taureau et du Xénope lisse.

La SHF a fait appel à un prestataire externe pour l'achat et l'analyse des kits d'ADNe. Le marché étant estimé à plus de 130 000 €, un appel d'offres a été lancé début février 2017. Il a été diffusé sur le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP) et sur le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE). La date limite d'envoi des offres était fixée au 20 mars 2017. Les différentes pièces étaient téléchargeables sur le site internet de la SHF. Un seul prestataire y a répondu : SPYGEN. L'avis d'attribution du marché a été publié le 28 mars.

Myriam Labadesse (SHF) demande si les frais associés à la publication de l'appel d'offres sur le BOAMP et le JOUE, qui n'avaient pas été budgétisés dans le dossier de candidature, peuvent être considérés comme éligibles. Frédéric Brochier (NEEMO) répond positivement, il faudra les intégrer dans la catégorie « Autres coûts ».

Pour le noyau de Xénope lisse, l'inventaire va débuter au mois de mai. Pour les autres, la Grenouille taureau étant plutôt active à partir de juin/juillet, l'inventaire débutera un peu plus tardivement.

- L'action A2 est donc initiée.

ACTION A3

L'action A3 se décline en trois sous-actions :

- A3.1. Amélioration des techniques de capture des larves,
- A3.2. Amélioration des techniques de capture des adultes,





- A3.3. Création de refuges sans Xénope lisse

Les nouvelles techniques qui seront développées dans le cadre de l'action A3 seront appliquées dans les actions concrètes de conservation à partir de 2019. Cette action est indépendante des autres actions préparatoires (A1, A2 et A4).

▪ ACTIONS A3.1 ET A3.2

Pour les deux premières sous-action, un groupe de travail devait se réunir fin 2016. Toutefois, cela n'a pas pu se faire, ce groupe de travail aura donc lieu au courant de l'année 2017.

Par ailleurs, la SHF avait prévu de recruter un stagiaire. En raison de son fonctionnement en télétravail, elle n'en a pas eu la possibilité. En fonction de leur travail, les stagiaires recrutés dans le cadre de l'action A4 par l'UA ou CN pourront éventuellement s'impliquer dans l'action A3.

➤ Les deux premières sous-actions n'ont pas encore commencé.

▪ ACTION A3.3

Concernant la troisième sous-action, dont l'objectif est d'empêcher la colonisation de bassins de lagunage par le Xénope lisse afin de créer des zones refuges pour les Amphibiens autochtones, la CCT a recruté un stagiaire qui a commencé son analyse.

➤ La sous-action A3.3 est en cours de réalisation.

ACTION A4

L'action A4 concerne principalement l'UA. Les stagiaires et le post-doctorant ont été recrutés.

Myriam Labadesse (SHF) rappelle que le recrutement d'un doctorant (sur trois ans) et d'un post-doctorant (sur deux ans) était prévu initialement dans le dossier de candidature. Au moment de la phase de révision, l'EASME a demandé de réduire considérablement les coûts de l'action A4 et a imposé soit de diminuer la durée des deux contrats à un an, soit de ne conserver qu'un seul emploi sur deux ans.

Frédéric Brochier (NEEMO) explique que le programme LIFE ne finance pas la recherche.

L'action A4 doit permettre d'améliorer les connaissances sur les caractéristiques biologiques et démographiques des deux espèces. Pour cela, des actions de terrain et des expérimentations sont prévues (suivi par radiopistage par exemple). Avec ces informations, un modèle de connectivité pourra être élaboré. L'objectif de l'action est de définir des stratégies optimales de contrôle pour les gros noyaux, pour lesquels l'éradication n'est pas envisageable. Afin d'identifier la solution qui proposera le meilleur rapport coût-efficacité, différents scénarios seront appliqués au modèle de connectivité. Cela permettra de savoir où agir : zones à fort enjeu pour les espèces patrimoniales, axes de dispersion...

Frédéric Brochier (NEEMO) demande si la lutte biologique pourrait être utilisée. Gabriel Michelin (CDPNE) explique que la lutte biologique est délicate car les prédateurs naturels sont généralement recherchés. Dans le cas de la Grenouille taureau, il s'agit principalement du Caïman et du Black-Bass. Il pourrait être intéressant



d'utiliser le Black-Bass en circuit fermé, mais la prédation n'est pas sélective : il consomme aussi bien des Amphibiens autochtones que la Grenouille taureau. Cela pourrait donc porter davantage atteinte aux espèces locales. Par ailleurs, cela nécessiterait d'introduire une nouvelle espèce exotique pour nuire à une espèce exotique déjà présente.

Jean Secondi (UA) précise qu'il est prévu de prendre contact avec un groupe de chercheurs belges qui travaillent depuis de nombreuses années sur la stérilisation des mâles de Grenouille taureau.

- **L'action A4 est donc en cours de réalisation. Aucun retard n'est signalé.**

ACTION C1

L'action C1 se décline en deux sous-action.

▪ ACTION C1.1

La première sous-action concerne le développement d'un système de détection précoce. Dans le cadre de cette sous-action, la SHF doit élaborer différents outils. Elle dispose d'ores et déjà d'un outil de saisie en ligne d'observations naturalistes (CETTIA). Il est prévu d'ajouter un onglet spécifique aux espèces exotiques envahissantes d'Amphibiens et de Reptiles (en cours de réalisation avec le développeur de l'outil). En parallèle, il a été décidé de créer un formulaire de saisie plus simplifié, s'adressant au grand public. Ce formulaire permettra de partager ses données d'observations et d'envoyer une photo, facilitant ainsi la validation des données. Il sera disponible sur le site internet du projet.

Enfin, il était également prévu de développer une application pour smartphone. Toutefois, suite à différents échanges, la question de la pertinence d'une application uniquement dédiée à la Grenouille taureau et au Xénope lisse se pose. De nombreuses applications naturalistes existent déjà. Il pourrait être intéressant de mutualiser la connaissance des bénéficiaires du projet ou acquise au cours du projet avec des outils déjà existants et qui bénéficient d'une bonne visibilité. Le Muséum national d'Histoire naturelle (MnHn) développe actuellement une application, Biodiversiclé, qui met à disposition des clés d'identification et permet de partager ses observations. La SHF, partenaire pour la validation des clés concernant les Amphibiens et les Reptiles, pourrait contribuer au développement d'un thème spécifique sur les Amphibiens exotiques envahissants.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande quel est l'objectif premier de l'application. Elle doit permettre de saisir ses observations directement depuis son smartphone lorsqu'on est sur le terrain. Les smartphones étant tous géolocalisés, cela permet d'obtenir des données précises. Les données ainsi transmises seraient ensuite validées par la SHF et intégrées dans la base de données de cette dernière.

Christophe Eggert (SHF) explique que le principe du système de détection précoce est de permettre une remontée d'information très rapide lorsqu'une Grenouille taureau, un Xénope lisse ou une autre espèce d'Amphibien exotique est observée. Une personne lambda qui observe l'une de ces espèces utilisera préférentiellement les réseaux habituels et les applications déjà existantes. Il serait plus pertinent de s'inscrire dans le développement de ces outils.



Myriam Labadesse (SHF) précise que le système de détection précoce devra également s'appuyer sur le réseau des gestionnaires locaux. Les bénéficiaires associés seront les référents locaux pour les gestionnaires en cas d'observations d'une espèce d'Amphibien exotique.

Frédéric Brochier (NEEMO) explique que le fait de ne pas développer une application propre au projet pourrait être considéré comme une déviation par l'EASME. Dans ce cas, il faut en informer cette dernière le plus en amont possible, en le justifiant et en expliquant l'impact sur le budget de l'action (10 000 € ont été budgétisés et ne seront pas dépensés). Il faut être vigilant sur l'utilisation d'outils déjà existants développés par d'autres partenaires qui ne sont pas identifiés dans le projet.

Pascale Coppin (CDPNE) rappelle que l'objectif de cette application est de développer un outil de communication à destination du grand public. Travailler avec le MnHn permettrait de donner plus d'ampleur à cette communication. La finalité serait donc pertinente.

Frédéric Dupuy (PNRPL) conseille que la SHF envoie un mail à l'EASME en précisant qu'en raison de toutes les raisons qui ont été évoquées, l'outil ne sera pas développé en interne, comme cela était prévu dans le dossier de candidature. Il faudrait alors expliquer que des contacts ont été pris avec le MnHn et demander validation. Il précise également que le contact doit se faire uniquement par mail. Si validation, l'EASME demandera d'en faire mention dans le prochain rapport.

Myriam Labadesse (SHF) demande s'il est possible de contacter directement l'EASME ou si toute communication doit passer par Frédéric Brochier. Il est effectivement possible d'envoyer des demandes officielles directement par mail à l'EASME.

➤ L'action C1.1 est en cours de réalisation.

▪ ACTION C1.2

La deuxième sous-action concerne le système d'évaluation précoce. Cet outil s'appuiera sur la mise en réseau d'experts nationaux, dont l'avis sera sollicité pour savoir s'il y a nécessité d'agir lorsqu'une espèce est observée dans un secteur où elle était jusque-là inconnue.

➤ L'action C1.2 est à venir.

ACTIONS C2

L'action C2 concerne l'éradication des petits noyaux de Grenouille taureau et se décline en trois sous-actions, ciblant chacune un secteur géographique.

Manon Despeaux (PNRPL) précise que pour le noyau de Grenouille taureau de Dordogne, les actions d'éradication devaient débuter en 2018, mais il a été décidé de les commencer dès 2017, afin de ne pas laisser une année sans pression d'éradication. En effet, il est indiqué dans le dossier de candidature que les actions d'éradication se dérouleraient de 2018 à 2022, au lieu de 2017 à 2021. Myriam Labadesse (SHF) demande si cette modification doit être signalée à l'EASME. Frédéric Brochier (NEEMO) répond que dans ce cas, ce n'est pas la peine. Le plus gênant est lorsqu'une action débute tardivement et qu'elle n'est pas terminée avant la fin du projet.



Frédéric Brochier (NEEMO) demande si le fait de ne pas avoir obtenu les différentes autorisations est problématique. Gabriel Michelin (CDPNE) explique que le CDPNE a d'ores et déjà commencé les actions et dispose de toutes les autorisations nécessaires. Concernant les autorisations de pénétrer dans les propriétés privées, c'est au cas par cas. Les contacts auprès des propriétaires sont pris avant la phase de terrain.

Myriam Labadesse (SHF) précise que pour 2017, l'action C2 ne concerne que le PNRPL et le CDPNE. Le PNRLG débutera les actions d'éradication en 2018. Les connaissances étant limitées sur ce territoire, le PNRLG va se concentrer en 2017 sur l'actualisation de la répartition de l'espèce.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande quelles techniques sont utilisées pour l'éradication. Gabriel Michelin (CDPNE) explique que l'objectif est d'agir sur tous les stades de développement. Une recherche de ponte est effectuée tous les 4 jours sur les étangs où la reproduction est probable. S'il y a des têtards, une pêche d'étang est réalisée. Si les têtards se sont transformés en juvéniles, une barrière de piégeage est installée tout autour du point d'eau. Enfin, pour atteindre les adultes, les tirs nocturnes à la carabine représentent la technique d'éradication sélective la plus efficace.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande également comment se déroulera l'éradication sur les six ans du projet et si elle pourra être atteinte avant la fin du projet. Myriam Labadesse (SHF) précise l'importance des actions de suivi et de veille : il est nécessaire de vérifier plusieurs années après si l'espèce a bien été éliminée d'un plan d'eau. Gabriel Michelin (CDPNE) explique que sur le petit noyau de Grenouille taureau de Sologne, l'éradication a été atteinte sur 30 plans d'eau : l'espèce n'a pas été contactée depuis plusieurs années, y compris avec la technique de l'ADN environnemental. Sur d'autres sites, il reste encore entre 1 et 5 adultes, nécessitant une intervention chaque année. La densité chute d'année en année. Les techniques appliquées évoluent en conséquence. En 2003, la densité d'individus était tellement importante, les tirs en journée étaient possibles ; aujourd'hui, les tirs se font uniquement la nuit.

Le LIFE va également apporter des moyens supplémentaires pour réussir à atteindre l'éradication en Sologne, notamment en permettant la restauration des milieux (bucheronnage et débroussaillage des berges), ce qui va faciliter la mise en place des actions de lutte. Les moyens humains sont également renforcés, la pression de lutte sera plus forte.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande si les actions d'éradication mises en œuvre sur les petits noyaux dépendent des actions préparatoires (actions A). Myriam Labadesse (SHF) confirme que les actions A1, A2 et A3 sont nécessaires pour la mise en œuvre des actions d'éradication. L'action A1.1 permet d'harmoniser les techniques de lutte qui seront mises en place et de se mettre d'accord sur les informations à relever (nombre d'individus capturés, stades, technique utilisée, etc). L'action A1.2 permet d'obtenir les différentes autorisations (notamment de destruction d'individus de Grenouille taureau) et de prendre contact avec les propriétaires afin d'obtenir leur accord pour agir sur les plans d'eau. Enfin, l'action A1.3 concerne les formations, indispensables pour les actions de terrain. L'action A2 concerne l'actualisation de la répartition des individus de Grenouille taureau et permet de cibler les actions d'éradication. Les nouvelles techniques développées dans l'action A3 seront intégrées aux actions d'éradication et de contrôle (C2, C3) à partir de 2019.

- **L'action C2 vient de débuter. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**



ACTION C3

L'action C3 concerne les grands noyaux de Xénope lisse et de Grenouille taureau. L'éradication n'étant pas envisageable, des opérations de contrôle sont mises en place. L'objectif est d'essayer de contenir l'espèce pour éviter qu'elle ne se disperse davantage. Le piégeage sera mis en place sur des secteurs stratégiques : au niveau des axes de dispersion, au sein de plans d'eau connus pour leur richesse spécifique, etc. C'est ce qu'on à appeler « les sites à enjeux » dans le dossier de candidature.

Pour le Xénope lisse, une seule technique de piégeage est utilisée et cible uniquement les adultes (piégeage par nasses dans lesquelles on place des croquettes pour chien afin d'appâter les individus). Aucune technique n'existe pour l'instant pour capturer les autres stades de développement.

Pour la Grenouille taureau, les mêmes techniques utilisées dans les petits noyaux seront mises en œuvre.

Frédéric Brochier (NEEMO) demande si une communication est prévue pour avertir le public de la mise en œuvre des actions d'éradication. L'arrêté préfectoral de destruction de Grenouille taureau et de Xénope lisse doit être affiché en mairie. Un courrier est également envoyé aux propriétaires. Les brochures du projet seront également distribuées. Myriam Labadesse (SHF) propose également que chaque technicien ou chargé de mission se rendant sur le terrain portent un gilet jaune avec le logo du projet. Gabriel Michelin (CDPNE) précise également que lors des tirs nocturnes, la gendarmerie est prévenue à l'avance (heure de début et de fin de l'action, lieu de l'action). Gabriel Michelin (CDPNE) propose que chacun dispose également d'un affichage à placer dans la voiture, notamment si celle-ci est garée en bord de route (par exemple : « Opération de tirs en cours »).

- **L'action C3 a débuté. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**

Les actions D ne sont pas abordées par manque de temps

ACTION E1

L'action E1 se décline en deux sous-actions.

▪ ACTION E1.1

La première sous-action a pour objectif l'élaboration d'un plan de communication et des différents supports de communication du projet (logo, charte graphique, exposition, site internet, brochure et poster de présentation, panneaux d'information...). Pour l'élaboration du logo et de la charte graphique, la SHF a fait appel à un prestataire externe. Pour cela, un cahier des charges a été rédigé et transmis à plusieurs prestataires. Il a également été diffusé sur le site internet de la SHF. Pour rappel, le budget prévisionnel pour le logo est la charte graphique s'élevait à 3 000 € et à 10 000 € pour le site internet.

Le site internet comprendra une version anglaise. Frédéric Brochier (NEEMO) rappelle que le site internet devra rester en ligne au moins 5 ans après le projet. Myriam Labadesse (SHF) précise que le site internet est en cours de développement. Une première version simplifiée (comprenant la présentation du projet, du programme LIFE, des bénéficiaires, des partenaires, etc) devrait être en ligne à la fin du mois de mai. Une



version plus aboutie comprenant les fonctionnalités les plus poussées (formulaire de saisie en ligne, espace réservé, inscription à la newsletter) est prévue pour juin/juillet. Frédéric Brochier (NEEMO) conseille d'intégrer un lien actif vers le site internet du programme LIFE.

Myriam Labadesse (SHF) indique que les autres supports de communication (brochures, poster, panneaux, exposition) n'ont pas encore été élaborés ; cela s'explique par le fait que la charte graphique vient tout juste d'être finalisée.

Il est également prévu de publier une newsletter. Frédéric Brochier (NEEMO) demande si ce sera une nouvelle newsletter ou une déjà existante. Myriam Labadesse (SHF) confirme qu'il s'agira bien d'une nouvelle newsletter.

Concernant les panneaux d'information, Frédéric Brochier (NEEMO) demande où ils seront installés au vu du nombre de sites ciblés. Myriam Labadesse (SHF) explique qu'il est prévu trois panneaux par noyau. Chaque bénéficiaire associé doit réfléchir à l'endroit le plus pertinent pour les positionner, afin de s'assurer qu'ils soient visibles du public (Maisons de la Nature, Maisons des Parcs Naturels Régionaux, Réserves naturelles...). Le format des panneaux sera le même pour chaque noyau mais le message sera adapté à chaque territoire.

➤ **L'action E1.2 en cours de réalisation.**

▪ **ACTION E1.2**

La deuxième sous-action concerne la mise en réseau avec d'autres projets : rencontres inter-LIFE, colloque de restitution, la prise de contact avec d'autres projets LIFE portant sur la même thématique (LIFE ASAP, MIRDINEC, LAMPROPELTIS, etc). La SHF a participé aux rencontres interLIFE 2016 en Ariège et participera aux prochaines à La Réunion.

➤ **L'action E1.2 est en cours de réalisation. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**

ACTION E2

L'action E2 se décline en cinq sous-actions.

▪ **ACTION E2.1**

La première concerne la prévention contre les introductions d'espèces exotiques d'Amphibiens dans le milieu naturel. Plusieurs publics sont ciblés : grand public, jeune public, terrariophiles, centres d'élevage (notamment pour le Xénope lisse), animaleries, gestionnaires d'espaces naturels et scientifiques. Différents supports de communication sont prévus, ciblant chacun des publics visés. Il est prévu que la SHF participe à des événements locaux permettant de rencontrer le grand public. En 2016, elle a tenu un stand au Festival International du Film Ornithologique de Ménigoute, situé dans les Deux-Sèvres, non loin des secteurs colonisés par le Xénope lisse. De plus, elle organise chaque année un congrès national, à destination d'un public herpétologue plus averti. C'est aussi l'occasion de sensibiliser à la thématique des Amphibiens exotiques envahissants et de communiquer sur le projet LIFE. En 2016, il a eu lieu début octobre à Namur (Belgique) ; un poster de présentation du LIFE y a été présenté. Enfin, un bénévole a participé aux Journées Mondiales des Zones Humides à Angers début février 2017.



En parallèle, les bénéficiaires associés mettront en place des animations auprès des scolaires. En 2018, des malles pédagogiques seront élaborées pour faciliter ces animations. Deux types de malles seront créés : une malle « physique » et une malle dématérialisée. La malle « physique » permettra de présenter des objets concrets aux enfants et pourra directement être utilisée par chaque bénéficiaire. La malle dématérialisée sera téléchargeable sur le site internet du projet et pourra être utilisée à une échelle plus large, au-delà du projet. Elle pourra également être diffusée dans les réseaux d'éducation à l'environnement (GRAINE, CPIE...).

Frédéric Dupuy (PNRPL) indique que Manon Despeaux, chargée de mission coordinatrice du LIFE au PNRPL, a participé aux journées techniques sur les espèces exotiques envahissantes organisées par le COTITA.

- **L'action E2.1 est en cours. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**

▪ ACTION E2.2

La deuxième sous-action a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des actions de lutte, notamment en sensibilisant et informant les institutions et les acteurs locaux. La SHF a prévu d'envoyer des courriers aux différentes communes concernées. L'idée est aussi de sensibiliser pour pouvoir poursuivre la mise en œuvre de certaines actions après la fin du projet.

- **L'action E2.2 est à venir. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**

▪ ACTION E2.3

La troisième sous-action a pour objectif de contribuer à l'amélioration des politiques publiques et de la réglementation sur les espèces exotiques envahissantes. Dans ce cadre, il est prévu que la SHF participe à différents séminaires de travail ou réunions, notamment avec le Ministère de l'Environnement, l'UICN ou le GT-IBMA. En septembre 2016, la SHF a été conviée par le Ministère pour participer au séminaire de travail sur la Stratégie Nationale sur les Espèces Exotiques Envahissantes, rédigée à l'initiative du Ministère par un groupement de structures (MnHn, l'UICN, l'ONCFS, la FCBN, etc). La SHF a été sollicitée pour présenter le LIFE CROAA et la dynamique des acteurs autour de ce projet. En décembre 2016, la SHF a également participé à la réunion annuelle du GT-IBMA et participera à la prochaine qui aura lieu en mai.

Pour information, le Ministère de l'Environnement devrait également faire appel à la SHF pour réaliser une analyse de risque sur le Xénope lisse afin de réévaluer sa place sur la liste européenne des espèces exotiques envahissantes préoccupantes. Ce travail est prévu pour début 2018. À l'heure actuelle, seule la Grenouille taureau y est inscrite.

- **L'action E2.3 est en cours. Aucune difficulté ou retard n'est à signaler.**

▪ ACTION E2.4

La quatrième sous-action concerne la répliquabilité et la reproductibilité des méthodes et techniques développées au cours du projet. Des contacts doivent être pris avec d'autres gestionnaires ou scientifiques européens confrontés aux mêmes problématiques.



➤ L'action E2.4 est à venir.

▪ ACTION E2.5

La dernière sous-action concerne la diffusion des résultats. Le projet venant de débuter, cette sous-action sera mise en œuvre un peu plus tard dans le projet.

➤ L'action E2.5 est à venir.

ACTION F1

L'action F1 concerne la coordination générale du projet.

Plusieurs choses ont déjà été mises en place :

- La coordinatrice administrative et financière, Isabelle Chauvin, a été recrutée avec quelques mois de retard (janvier 2017 au lieu de septembre 2016).
- Les conventions de partenariat entre la SHF et chacun des bénéficiaires associés ont été rédigées et signées à la fin de l'année 2016. Suite à cela, le premier versement de la contribution de la Commission Européenne a été distribuée aux bénéficiaires associés.
- Un premier comité de suivi a été organisé le 13 octobre 2016. Le deuxième comité a eu lieu le 11 avril 2017. Trois comités de suivi sont prévus chaque année. Pour 2017, les deux suivants auront certainement lieu en juillet et à la fin de l'année ; ils se feront par visioconférence pour limiter les frais de déplacement. Plusieurs solutions, gratuites ou payantes, sont envisagées. WebEx a l'air de bien fonctionner. Myriam Labadesse (SHF) demande si, dans le cas où une solution gratuite serait retenue, il faut avertir l'EASME que le budget prévu n'a pas été utilisé. Frédéric Brochier (NEEMO) explique qu'il est surtout important de l'informer lorsque le budget augmente, pas forcément lorsqu'il diminue. Le budget peut être réutilisé pour une autre action. Une règle existe pour le transfert de budget entre catégories de dépense. Par contre, il n'existe pas de règle pour des transferts de budget entre actions.

Les aspects administratifs et financiers seront abordés lors de la visite administrative et financière, qui aura lieu le lendemain matin.